

JOAQUIN ALMUNIA

Commissaire européen à la Concurrence

Jim Hoagland, Rédacteur en chef adjoint et éditorialiste, *Washington Post*

The first speaker is Joaquin Almunia, who is Vice President of the European Commission and EU's Commissioner for Competition .

Joaquin Almunia

Je crois que je vais parler en français. Etant donné que nous sommes au Maroc, je crois que l'on doit utiliser la langue française, même si je dois dire que je ne sais pas si c'est une question de gouvernance, si c'est une question de soft power, ou si c'est une question de libre décision de tous les États membres. Mon premier contact avec les affaires européennes fut en 1972 lorsque je travaillais comme jeune économiste à Bruxelles. On parlait alors partout le français dans les institutions européennes. Aujourd'hui, sauf à la Cour de justice qui continue à délibérer en français, presque toutes nos discussions, nos débats et nos analyses se déroulent en anglais. Nous allons donc rester francophones pour parler de la gouvernance.

Je veux parler de la gouvernance du point de vue européen. Je vais vous dire ce que j'ai vu, en tant que membre de la Commission européenne depuis 6 ans et demi, concernant l'évolution de la gouvernance dans le monde et en Europe, depuis le début de la crise économique. Je veux concentrer mes remarques sur la gouvernance économique, en continuant les débats très intéressants que nous avons écoutés ce matin.

Il est évident que la crise a accéléré les efforts de gouvernance économique au niveau global et au niveau européen. Lors du déjeuner, Jean-Claude TRICHET a expliqué en détail un certain nombre des aspects qui ont été décidés pour la gouvernance économique dans l'Union économique et monétaire de la zone euro et pour l'ensemble de l'Union européenne. Le Président de la Banque centrale européenne, même avec toute son indépendance, a demandé aux gouvernements et à la Commission d'aller au-delà des propositions actuelles et cela aurait été impossible il y a un an. L'année dernière, le Président de la Banque centrale européenne n'aurait pas osé faire de commentaires sur ce qu'il faut faire comme il l'a fait aujourd'hui. Je dois dire que pratiquement tous les gouvernements, la large majorité du Parlement européen, et bien sûr toute la Commission européenne, sommes convaincus qu'il faut accélérer les instruments de gouvernance de notre monnaie unique, et qu'il faut renforcer les instruments pour améliorer la discipline budgétaire en vue d'une stratégie soutenable d'endettement, et ce aussi bien pour le secteur public que pour le secteur privé. Il faut en plus coordonner d'autres politiques économiques pour éviter d'autres déséquilibres. C'est un nouveau consensus, et ce sont de nouveaux instruments de gouvernance qui sont en train d'être mis en place en Europe d'une façon extrêmement rapide et ambitieuse.

Dès le début de la crise, l'Europe, en plus de ses propres ambitions, a également contribué à améliorer la gouvernance au niveau global. L'idée de réunir le G20 à Washington un mois à un mois et demi après l'affaire Lehman Brothers était à l'origine une idée européenne. Cela a été une idée transmise au Président Bush par le Président Sarkozy, qui avait à l'époque la Présidence du Conseil Européen, et par le Président de la Commission européenne José Manuel BARROSO. Je me souviens du premier sommet du G20 à Washington, en novembre 2008. Je dois dire que la plupart des idées et des initiatives qui étaient sur l'agenda de la réunion du premier sommet du G20 étaient des idées qui avaient été préparées en Europe sur de nouvelles régulations financières, sur de nouveaux instruments pour améliorer la supervision, pour renforcer la stabilité financière, pour faire face aux conséquences de la crise sur le système financier, et pour la coordination des politiques fiscales pour la relance de la demande.

Mais le chemin, même dans ces domaines où la gouvernance s'est accélérée par la crise, est encore très long. Et là, il faut être clair. Hier, on nous demandait de ne pas être hypocrites dans nos discours. Si l'on ne trouve pas dès maintenant, et nous n'avons pas encore trouvé, la façon de discuter des taux de change d'une façon similaire à celle que nous avons utilisée dans le passé quand il y avait moins de monnaies relevantes au niveau global, si l'on ne trouve pas le substitut du G7 pour parler des taux de change d'une façon raisonnable, nous pouvons déjà anticiper qu'il y aura des problèmes très sérieux de guerre des monnaies ou de tendances protectionnistes accrues, parce qu'il y aura des pays ou des régions qui vont devoir lever des barrières pour se protéger des conséquences des actions prises par d'autres sur les taux de change. C'est une chose qui n'est pas encore réglée. Jean-Claude TRICHET a dit, et je suis tout à fait d'accord avec lui, que nous avons un diagnostic commun pour faire face aux déséquilibres globaux, ces grands déficits dans une partie du monde, et ces grands excédents dans une autre, notamment par excès d'épargne. Nous avons le diagnostic. Nous l'avions avant la crise. Nous avons déjà travaillé là-dessus. Nous avons renforcé la volonté de prendre des mesures pour éviter que le prolongement des déséquilibres globaux ne nous conduise les années prochaines à une nouvelle crise financière différente, mais pas nécessairement plus douce que celle que nous sommes encore en train de souffrir. Et là, nous n'avons pas encore trouvé le lieu pour débattre ces actions. Pour cela, je dois vous dire mon expérience que les pays émergents au sein du G20 doivent être plus conscients pas seulement de leur nouvelle possibilité de parler au même niveau que les anciens pays industrialisés du G7, mais de leur obligation d'assumer des responsabilités. S'ils considèrent qu'être à la table du G20 leur donne la possibilité de parler, d'établir des positions et de discuter le communiqué final, ils doivent comprendre qu'il ont aussi le même degré de responsabilité pour la mise en application de ce que l'on a accordé. Si cela n'est pas compris, on ne va pas trouver une solution au sein du G20. Il faudra alors se tourner vers les institutions multilatérales pour que celles-ci prennent leurs responsabilités. Et là, nous allons nous retrouver avec une représentativité obsolète qui ne sert plus à résoudre les problèmes aujourd'hui. Les acteurs qui doivent résoudre les problèmes de taux de change, de déséquilibres globaux, etc. sont en partie des nouveaux acteurs qui n'étaient pas là à Bretton Woods.

Il y a là la connexion avec le deuxième point que je voulais faire dans cette introduction, à savoir l'Europe. L'Europe a pris des initiatives très importantes, très courageuses et très valables, pas seulement pour résoudre ses problèmes internes, mais également au-delà de ses frontières, pour répondre aux problèmes globaux. Mais l'Europe a une position qui ne peut pas être expliquée d'une façon raisonnable vis-à-vis des autres. Il y a un excès de représentation aux institutions multilatérales. Il y a beaucoup d'Européens autour de la table du Board du Fonds monétaire international, et curieusement, ceux qui représentent la voix commune des Européens en matière monétaire, comme l'Union Européenne ou Banque centrale européenne, n'ont qu'un statut d'observateur. En plus, ceux qui doivent établir les conséquences politiques des décisions adoptées dans le cadre de l'Union économique et monétaire autour de l'euro sont parfois eux-mêmes divisés. Il n'est jamais garanti que tous les Européens autour de la table disent la même chose.

Il y a deux scénarios qui se répètent. Lorsque j'ai participé à des réunions multilatérales du G20, ou dans d'autres enceintes, j'ai écouté de nombreuses fois, aussi bien de la part des pays émergents que de la part des États-Unis que les Européens ont une seule position, et que dans ces cas-là il ne faut pas huit Européens autour de la table. Ou alors

J'ai entendu que les Européens ont des positions très différentes, et que dans ces cas-là l'Europe est davantage un problème qu'une contribution aux solutions. Une Europe divisée, à l'intérieur des frontières de l'Union européenne, ne va pas nous aider à avancer. C'est une demande que j'ai entendu de la part des Américains, de la part des Chinois, et de la part d'autres représentants du G20 : s'il vous plaît, Européens, unissez-vous.

Quels sont les problèmes des Européens pour agir de façon plus unie? Il ne s'agit pas d'éliminer les différences et les particularités ou les différentes priorités des états membres de l'Union européenne. Mais sur les questions centrales qui doivent nous aider à résoudre les défis les plus graves du monde actuel, aussi bien liés à la crise économique et financière, qu'aux autres défis qui étaient là avant la crise, tels que le changement climatique, les négociations commerciales multilatérales, les ressources naturelles, l'Afrique, et d'autres, ou bien les Européens s'unissent plus, ou bien l'Europe sera moins influente dans le future de ce que les Européens espèrent.